

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
LIMITÉE

E/CE.14/CAS.4/CPH/7  
27 mai 1965

Original : FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Groupe de Travail sur les recensements  
de la Population et de l'Habitation  
Addis-Abéba, 21-29 juin 1965

745 001

METHODOLOGIES DES ENQUETES DE L'HABITATION  
RECOMMANDATIONS INTERNATIONALES ET PRATIQUES AFRICAINES D'ENQUETES

# TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1
I. BUTS DE L'ENQUETE ET SERVICES D'EXECUTION .....	3
II. NATURE OU TECHNIQUE DE L'ENQUETE .....	4
III. CHAMP COUVERT PAR L'ENQUETE .....	7
IV. CLASSIFICATION ET DEFINITIONS DES UNITES D'HABITATION .	9
V. UNITES STATISTIQUES ET DENOMBREMENT .....	12
VI. LE MENAGE, UNITE DE BASE DANS LE DENOMBREMENT - EVALUATION STATISTIQUE DES BESOINS EN LOGEMENTS .....	14
VII. NOMBRE DE PIECES -- PIECES HABITABLES .....	15
VIII. LES ELEMENTS DE CONFORT .....	16
IX. DONNEES METRIQUES SUR LES UNITES D'HABITATION .....	17
X. ETAT, AGE ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION .....	18
XI. DONNEES SUR LES POPULATIONS DES LOGEMENTS .....	19
XII. TABULATION .....	20
XIII. TABLEAUX .....	22
XIV. ADDENDUM .....	41

## INTRODUCTION

1. Ce qui suit, entre dans le cadre de la préparation du Recensement mondial de 1970 de la Population et de l'Habitation. Nous ne traitons seulement, que du second point. Il s'agit essentiellement du bilan des enquêtes africaines sur l'Habitation, ou touchant à l'Habitation, à la lumière des "Principes Généraux d'un recensement de l'Habitation", document statistique des Nations Unies.
2. Cette présente étude devait servir aussi, à améliorer la nouvelle publication provisoire des Nations Unies : "Principes et Recommandations relatifs aux recensements de l'Habitation : texte provisoire des recommandations concernant les recensements de 1970". Et à la lumière de cette publication, et avec l'apport de nouveaux renseignements concernant les enquêtes africaines, nous avons révisé notre étude, pour la soumettre au Cycle d'étude de Statistiques relatif à la préparation du recensement mondial de 1970 de la Population et de l'Habitation, devant se tenir en juin 1965 à Addis-Abéba.
3. Il faut souligner que contrairement au Recensement mondial de la Population de 1960, celui relatif à l'Habitation n'a pas particulièrement retenu l'attention des pays africains, à quelques exceptions près. Rares ont été les pays qui ont procédé à un Recensement systématique de l'Habitation. Souvent quelques rubriques très sommaires concernant l'habitation ont été intégrées dans les recensements de populations. Aussi, nous avons décidé d'inclure dans notre étude toutes les Enquêtes Statistiques disponibles relatives à l'Habitation de 1954 à 1964, quels qu'aient été leur méthode (exhaustive, ou par sondage), leur champ couvert (régional, local, urbain, territorial etc.) et leur nature (étude purement statistique, monographique etc.). Le but fondamental étant de dégager ce que ces enquêtes ont de commun entre elles, de conforme aux Principes Généraux, de contraire à ces principes, ou susceptibles d'adapter et d'améliorer les Recommandations Internationales, eu égard aux conditions de l'Habitation en Afrique.

4. Pour ce faire, un questionnaire a été envoyé à quelques pays africains. Malheureusement il n'a pas été adressé à tous et à temps. Et l'étude n'a pas la prétention d'être exhaustive. Beaucoup d'informations font défaut; les problèmes de l'Habitation étant le fait de services souvent non-centralisés, le délai imparti court. Par ailleurs il s'est avéré que beaucoup d'enquêtes concernant l'Habitation ont été effectuées par des experts et sociétés d'études qui ne sont plus "sur place"; ce qui rend difficile l'obtention d'informations, par exemple concernant questionnaires et difficultés de terrain.

5. Il va de soi que cette étude constitue moins un manuel de principes méthodologiques définitifs, qu'un ensemble de suggestions pratiques pouvant éclairer le groupe de travail dans ses recommandations relatives aux principes internationaux d'enquête sur l'Habitation pour 1970.



## NOTES D'ANALYSE ET DE SYNTHESE

### I. BUTS DE L'ENQUÊTE ET SERVICES D'EXECUTION

6. La plupart des enquêtes africaines sur l'Habitation ne répondent pas au programme mondial de 1960. Peu de pays y ont souscrit : Ghana, Iles Maurices, Maroc, etc. Les enquêtes sur l'Habitation entrent, en général, dans des programmes souvent limités, de renovation urbaine, d'aménagement du territoire, d'études socio-économiques, etc.; et par ce fait ont des buts multiples qui diffèrent sensiblement de ceux recherchés par une enquête statistique systématique.

7. Leurs exécutions ont été souvent confiées à des services techniques spéciaux tels : Sociétés d'urbanisme, d'habitat, d'études économiques, de travaux publics, etc..., la participation des Services de Statistiques d'Etat étant marginale sinon nulle dans la plupart des cas.

8. Conclusion : Il serait souhaitable d'élargir la participation des Services de Statistiques à toute enquête relative à l'Habitation. Une collaboration plus étroite entre différents Services intéressés, autorise une plus large utilisation des données recueillies par ces derniers. Pour l'enquête mondiale de 1970 une part active sur les questions d'habitation devra être prise par les Services de Statistiques à l'instar des questions démographiques. L'élaboration des questionnaires, l'exécution et le contrôle des enquêtes devront relever essentiellement des Services de Statistiques.

## II. NATURE OU TECHNIQUE DE L'ENQUETE (Tableau 1)

9. Le tableau (1) montre que dans la dernière décennie, les enquêtes statistiques de l'Habitation étaient limitées dans leur nombre. Lorsqu'elles étaient systématiques, c'est-à-dire comprenaient à peu près toutes questions relatives aux conditions de l'Habitation, c'est le sondage qui a été généralement utilisé comme technique d'enquête. Les enquêtes exhaustives concernant l'habitation ont été dans la majeure partie des cas, intégrées aux recensements généraux de la population. Et dès lors, hormis les quelques exemples précédemment cités, les problèmes de l'Habitation se réduisent à quelques maigres chapitres du questionnaire général de démographie : Ex: nombre de pièces, nombre de personnes par logement, etc.

### Recensements généraux de la population et enquêtes de l'Habitation

10. Le recensement mondial de 1970, devrait être l'occasion de lier enquêtes démographiques et enquêtes de l'Habitation. Les avantages d'une intégration de celles-ci à celles-là sont nombreux. Tout d'abord, les populations africaines commencent par se familiariser depuis quelques années avec les enquêtes essentiellement démographiques. Aussi, il serait opportun, par le canal de telles enquêtes de les initier davantage aux problèmes statistiques relatifs à l'Habitation. Dans une enquête de l'habitation intégrée (au recensement général de la population) le coût de l'opération est marginal. Les données recueillies sont complémentaires et comparables : Unités familiales, unités de logement, revenus, loyers, etc. Les opérations se vérifient, et cela, plus facilement.

11. Cependant un des inconvénients majeurs est que dans l'intégration des enquêtes de l'habitation avec les recensements sur la population les questionnaires sont alourdis. Ce qui peut indisposer enquêteurs et enquêtés, et entraîner des erreurs et lacunes dans la collecte de données. Cependant les avantages de l'intégration l'emportent sur les inconvénients et il serait préférable que le programme africain d'enquête de 1970 la retienne.

Utilisation du sondage dans les enquêtes de l'habitation : programme minimum pour 1970.

12. Le tableau (1) montre que les enquêtes en profondeur effectuées sur l'habitation avaient eu recours au sondage. Il semble avantageux, pour de nombreuses raisons que nous allons développer, de préconiser pour les pays africains, l'utilisation au maximum de cette méthode, combinée avec les recensements de population pour le programme mondial de 1970 :

13. Il est certain que si la plupart des pays africains n'ont pas procédé au recensement général de l'habitation dans leur programme de 1960 suivant les recommandations internationales, c'est en grande partie en raison des problèmes de coûts, de disponibilités en personnels enquêteurs et de difficultés d'exploitation mécanographique. Ces difficultés seront plus faciles à surmonter en 1970 par les pays, s'ils emploient le sondage pour effectuer leurs enquêtes sur l'habitation.

14. Rappelons quelques aspects pratiques de cette méthode, dont les pays africains pourront tirer profit lors de leurs enquêtes en 1970 : Prendre comme base exhaustive du sondage sur l'habitation le recensement général de la population; ce qui aura pour intérêt de ne pas alourdir le questionnaire général de démographie, de compléter et vérifier ce recensement. L'échantillon du sondage sur l'habitation sera déterminé par certaines caractéristiques choisies dans la population : ex: habitations de catégories de ménages de plus de 4 personnes, ménages ordinaires, ménages dont le revenu annuel du soutien est inférieur à X francs, etc... Un des arguments souvent retenus par les services de statistiques et d'aménagement du territoire pour ne pas couvrir certaines zones rurales, est que celles-ci ont un habitat très dispersé, et où il n'existe pratiquement pas de problèmes de surpeuplement, de rénovation urbaine, etc... Le sondage permettra d'isoler un échantillon à étudier en retenant des caractéristiques socio-géographiques : Ex: habitations de ménages appartenant à une agglomération de taille donnée. Il sera plus indiqué d'étudier par un sondage le degré d'occupation des pièces en zone urbaine : répartition du nombre de pièces et de leurs surfaces suivant le nombre d'occupants du logement. Le statut d'occupation et l'évolution des loyers n'intéressant en général que des

régions à habitations modernes, le sondage convient mieux à une telle étude. Il en est de même de l'étude de la cohabitation des ménages, des modifications dans le parc de logements, de l'évolution des habitations rudimentaires, de l'évolution de la propriété bâtie, des études des dépenses d'entretien, des réfections saisonnières en milieu traditionnel, etc...

15. Pour toutes ces raisons et d'autres, le groupe d'étude pourra recommander un programme minimum d'enquête, dont nous donnons un exemple :

- a) Recensement, en profondeur de l'habitation en zone urbaine ou fortes agglomérations rurales, combiné avec le recensement général de la population. En ce cas, le questionnaire relatif à l'habitat devra être suffisamment étoffé pour couvrir toutes les questions importantes et ne pas se présenter sous forme d'appendice au questionnaire de démographie, comme à l'ordinaire.
- b) Un sondage pourra éventuellement, être opéré pour avoir des informations assez particulières sur certaines catégories de populations et d'habitations, et par là même, compléter le recensement.
- c) En milieu rural, il sera plus indiqué, pour des réductions de coûts d'enquêtes sur le terrain, de chiffrage, etc... de combiner le recensement de la population avec une enquête par sondage sur une fraction seule de l'habitation.. Le Maroc l'a effectué avec succès en 1960, sur un gros échantillon de  $\frac{1}{10}$  de la population rurale.
- d) Cependant il serait plus utile dans le cas de certains pays, de petite dimension, d'habitat groupé, de population faible (ex: Gambie, Iles de Cap Vert, Zanzibar, etc...), de procéder systématiquement, aussi bien à un recensement général de la population qu'à celui de l'habitation. L'Ile Maurice l'a fait avec succès.

### III. CHAMP COUVERT PAR L'ENQUETE (Tableau 2)

16. Peu de pays ont couvert dans leurs enquêtes sur l'habitation l'ensemble de leur territoire, (exceptés, Maroc, Ghana, Libye, Iles Maurices, etc.). La majorité des enquêtes systématiques d'habitation, ne couvrent que des étendues limitées du territoire national ou une fraction infime de la population : zone urbaine et quelques grosses agglomérations rurales.

#### Conclusion - Nécessité d'inclure la zone rurale

17. Si la quasi totalité des enquêtes sur l'Habitation porte sur les agglomérations urbaines, qu'il s'agisse d'études statistiques pures ou de monographies à objets multiples, c'est parce que c'est dans les villes que se posent avec plus d'acuité certains problèmes de l'habitat et de l'habitation : Surpeuplement, urbanisation, modernisation, etc.; ainsi fonds disponibles et services de planification et de statistique, semblent porter leurs actions ailleurs que dans les campagnes ou les régions à habitations traditionnelles.

18. Il serait recommandable pour l'Enquête mondiale de 1970, d'amener les différents pays africains à inclure dans leurs opérations statistiques le tout, ou partie de leur zone rurale. Quelques raisons l'exigent : Près de 90% des populations des pays africains vivent dans un système à Habitations traditionnelles, aussi bien en milieu rural qu'en zone urbaine. La mesure des transformations sociales, des différences dans les conditions de vie et d'habitation entre ville et campagne, exige des investigations poussées, de part comme d'autre. Dans l'état actuel des choses, il s'avère souvent, pratiquement impossible d'établir quelques comparaisons statistiques sur les conditions d'habitation, entre zone rurale et zone urbaine dans la plupart des pays africains; les conditions de logement étant par trop différentes et les indicateurs socio-économiques relatifs au monde rural faisant presque défaut. En général, il en est de même sur le plan international pour ce qui concerne tout rapprochement statistique entre habitat africain et habitat extra africain par suite de divergences marquées dans les normes retenues. Soulignons, du point éco-social que l'étude approfondie des conditions de vie en milieu traditionnel, sera le préalable aux

mesures nécessaires à l'arrêt du déséquilibre grave entre campagne et ville. L'exode rural qui cause de sérieux problèmes sociaux et économiques au développement urbain, trouve une de ces causes importantes dans les conditions rudimentaires de l'habitation africaine.

---

#### IV. CLASSIFICATION ET DEFINITIONS DES UNITES D'HABITATION (Tableau 3)

##### Les unités recensées

19. Dans l'ensemble les unités recensées dans les enquêtes africaines appartiennent à la catégorie des unités privées, les unités collectives ayant rarement été l'objet d'investigations.

20. La ventilation en unités destinées à être habitées et en unités non conçues originellement pour l'habitation mais finalement réservées à cette fin, n'a pas non plus, généralement, retenu l'attention des enquêteurs. En effet la méthode de dénombrement souvent utilisée s'appuie sur l'occupation de fait. Un autre fait, c'est que, dans la plupart des enquêtes de l'habitation, on est parti du dénombrement des ménages réels pour évaluer le nombre de logements. La même remarque peut être formulée en ce qui concerne certaines unités à usage double : boutique - logement, atelier artisanal - habitation, etc. Elles n'ont pas souvent bénéficié d'une classification à part et leurs effectifs numériques dans certains cas, demeurent importants.

21. Il serait donc indiqué pour l'enquête mondiale de 1970, de sérier les unités d'habitation selon leur conception première. Une telle classification permet d'avoir, d'abord une idée sur la crise de logements et offre une première indication sur les besoins en habitations. Un soin particulier devra être porté aussi, sur les unités collectives (hôtels, internats, pensions, casernes, etc...), singulièrement dans les centres urbains africains.

##### Classification des unités suivant le type de construction

22. Cette classification, c'est-à-dire une ventilation des unités d'habitation en logements de type classique ou permanent (bâtiment, maison en dur, etc.), et en type élémentaire, c'est-à-dire en constructions légères, rudimentaires, improvisées (baraque, tente, case traditionnelle en paille, maison en banco, carcasse de voiture, etc.) a été largement suivie par l'ensemble des pays africains. Une telle pratique doit être conservée. Elle permet surtout de distinguer dans le stock des logements les unités de types modernes, des unités traditionnelles et autres, et permet de mesurer l'évolution de leur rapport.

23. Cependant une classification systématique des bâtiments suivant leur type et non leur nature, c'est-à-dire en unités d'habitations individuelles, en immeubles à habitations multiples, n'a pas toujours été effectuée. Or une telle ventilation est nécessaire aux études sur le patrimoine bâti, à la politique d'investissement dans la construction et à l'appréciation ou détermination de la fraction du stock de bâtiments à renouveler. Cependant dans la plupart des pays en Afrique cette lacune est sans grand dommage en raison du fait que la quasi totalité du stock de logements est constituée (excepté dans les grandes villes) d'unités individuelles et non d'habitations à unités multiples : maison, concession familiale, etc.

#### Les concepts appuyant la définition des unités d'Habitation

24. Nous avons à travers les enquêtes étudiées 3 sortes de concepts définissant l'habitation :

Caractéristiques de construction  
caractéristiques éco-sociales ou d'occupation  
caractéristiques juridiques ou domaniales

25. La plupart des pays définissent l'Habitation à partir de son contenu ou occupation par un groupement humain : logement de ménage, concession familiale, etc... Dans ce cas on n'a pas souvent tenu compte si le local (ou les locaux) occupé était distinct ou non, si ses structures en faisaient une entité à part.

26. Un groupe plus restreint de pays ont utilisé de caractéristiques de construction pures (maison, immeuble, concession, etc...). En dernier lieu, certains pays ont eu recours à certaines dispositions de leur législation domaniale pour définir l'unité d'habitation (lotissement, concession attribuée par les domaines, relevé de cadastre, etc...).

#### Conclusion

27. Le choix de la définition de l'habitation par son occupation humaine s'impose souvent par la nature des enquêtes, qui portent essentiellement sur des études socio-économiques (Budgets familiaux, niveaux de vie, etc.) sur les ménages.



28. Un autre avantage est que la définition à partir de l'occupation, permet mieux et plus facilement de saisir les données sur les populations des logements et leurs conditions de vie. Si dans les pays développés il est facile de faire correspondre à un logement un ménage, c'est-à-dire qu'on peut partir des caractéristiques de construction du logement, il n'en va pas de même de bon nombre de pays africains, surtout dans leurs agglomérations urbaines où il y a dans une certaine mesure emmêlement des ménages dans les logements (Ex: 16% des ménages partagent en commun des logements dans l'agglomération d'Addis-Abéba).

29. Cependant cette méthode présente des inconvénients : elle ne permet pas d'avoir toujours les stocks de logements et de constructions. On donne la nature et les catégories de logements suivant le nombre de ménages occupants, mais pas la valeur absolue du nombre de constructions.

30. On pourrait corriger, d'une part, pour éviter des comptes doubles de logements dans le cas de cohabitation par plusieurs ménages, en affectant des coefficients  $1, \frac{1}{2}, \frac{1}{3} \dots \frac{1}{n}$  à l'inverse du nombre de ménages (1, 2, 3, ... n) occupant le même logement. On peut, d'autre part, user de tableaux doubles déterminant : le logement correspondant au ménage et le ménage correspondant au logement.

---

## V. UNITES STATISTIQUES ET DENOMBREMENT (Tableau 4)

### Unités physiques statistiques de dénombrement de l'Habitation

31. L'unité la plus couramment utilisée est le logement, défini à partir de l'occupation qui ne répond pas dans bien des cas à la définition internationale recommandée. Le logement africain n'est pas toujours conçu avec des annexes, et dans bien des cas les annexes sont communs à plusieurs logements, principalement dans les zones urbaines surpeuplées. Lorsqu'il s'agit de constructions de type traditionnel ou semi-moderne, l'unité de compte est le "carré" de construction. Cette unité abrite souvent plusieurs familles ou ménages. Elle a aussi l'avantage d'être distincte et est souvent pourvue d'enclos. Les annexes et facilités (W.C., grenier, etc...) sont communs à l'ensemble des ménages qui y vivent.

### Unités fondamentales et unités supplémentaires. Forme de questionnaire

32. Peu de pays ont eu recours à l'utilisation d'une unité supplémentaire de dénombrement. En effet, le plus souvent, les logements privés sont formés de maisons classiques et concessions traditionnelles. C'est surtout dans les villes qu'on trouve des immeubles abritant plusieurs logements (appartements). Aussi, il est souvent difficile d'utiliser un même questionnaire et une même unité pour ces deux catégories d'habitations bien différentes.

33. En conclusion il serait recommandable, pour obtenir les données du parc de logements et de constructions, et pour obtenir des statistiques valables à l'échelle nationale ou locale, et à l'échelle internationale de comparaison, d'employer deux formulaires : une feuille dite "d'immeuble" pour l'habitation moderne généralement répandue dans les agglomérations urbaines", et une feuille dite "de construction en carré" pour l'habitat traditionnel. La feuille de concession n'aura qu'une unité, la concession même constituant un tout, et où la vie et les annexes (W.C., système d'adduction d'eau, etc...) sont communs. Cette feuille s'adapte mieux à la communauté de vie et n'exige pas d'unité secondaire car "à l'intérieur des carrés, les logements respectifs des divers foyers sont parfois très emmêlés et il est impossible de faire correspondre exactement la construction avec

le ménage qui l'occupe". Ainsi les renseignements concernant les carrés doivent porter non plus sur les logements d'une famille déterminée mais sur les constructions avec l'ensemble de leurs occupants. (Voir enquêtes Sénégal (A) et Mali). Une telle différenciation permet d'avoir, convenablement, les stocks de logements de style moderne et les stocks de constructions de type traditionnel.

34. Cependant il existe un inconvénient, c'est la classification des habitations qui sont à la lisière du "carré" et de l'"immeuble".

VI. LE MENAGE, UNITE DE BASE DANS LE DENOMBREMENT -  
EVALUATION STATISTIQUE DES BESOINS EN LOGEMENTS

35. Nous avons précédemment parlé de quelques avantages (mais aussi d'inconvénients) à utiliser, dans les pays africains comme base du dénombrement des unités de l'habitation le ménage, appuyée par une conception d'occupation. Il convient d'en souligner d'autres. Certaines données utiles à l'étude des conditions de l'habitation se rapportent davantage aux ménages et à leur mode de vie, plutôt qu'aux unités physiques d'habitation : statut de jouissance, revenu du chef de ménage, montant du loyer lié en grande partie à ce revenu, etc...

36. Même dans les pays développés, et à structure sociale individualiste il y a souvent difficulté à appliquer convenablement la notion de "local distinct" à des structures physiques complexes. Le phénomène est plus accentué en Afrique.

37. Un autre aspect majeur qui recommande d'employer le ménage comme base de dénombrement des unités de l'habitation, est la raison que le ménage est une donnée commune aux enquêtes de population et d'habitation et que la synchronisation de ces deux formes d'enquêtes est recommandée pour le programme mondial de 1970.

38. Outre ces faits, le ménage constituerait un facteur statistique plus rationnel dans le calcul des besoins en logements et de leurs projections. En effet, les évaluations faites d'après la population totale d'un pays, le nombre de pièces (densité de peuplement), le nombre d'unités physiques standards (logement de 2, 3 pièces etc...) peuvent donner des indications utiles sur la politique de construction à suivre : types de maisons à construire, et influencer sur les dimensions des logements, mais ne donne pas une idée exacte du nombre de logements nécessaires aux différents ménages actuels et potentiels, ni à la demande solvable de logements qui est particulièrement fonction des structures socio-économiques des ménages. Outre cela, il sera plus loisible de corriger les évaluations des besoins en logements à partir des diverses enquêtes sur les ménages, beaucoup plus fréquentes, qu'à partir des recensements de la population et de l'habitation dont la périodicité dépasse largement en Afrique les 10 ans. Cependant un pareil usage du ménage, exige qu'on en donne une définition et un contenu précis, dont nous parlerons dans le chapitre XI.

---

## VII. NOMBRE DE PIÈCES -- PIÈCES HABITABLES (Tableau 5)

39. Toutes les enquêtes ont attaché une grande importance aux pièces et à leur dénombrement. Même quelques pays ont considéré la pièce comme véritable unité statistique du compte de l'habitation (Ex: Ethiopie).

40. Mais la pièce n'a pas toujours reçu une définition nette, conforme à la définition indiquée dans les Principes généraux. La définition reste fonctionnelle. Et il y a souvent abus dans l'appellation et l'application du mot pièce. C'est l'usage et l'occupation qui déterminent la pièce. Lorsque dans un local, quelles que soient ses dimensions ou ses structures physiques, il y a un lit, on y vit, il est considéré comme pièce.. Aussi dans certaines enquêtes, des vérandahs semi-fermés, des débarras, etc., ont été comptés comme pièces habitables<sup>1/</sup>.

41. Par contre, quelques pays ont éliminé systématiquement du nombre de leur pièce les cuisines, que l'on compare à leurs dimensions et leurs structures.

42. Aussi, il serait indiqué aux fins d'avoir des statistiques valables à l'échelon local et pour une comparaison internationale, d'abord de tenir compte des structures physiques des pièces telles définies dans les principes et recommandations internationaux, et de libeller les questions relatives aux pièces de la manière suivante :

A quoi sert la pièce ?

Quel est l'équipement (mobiliier) qui s'y trouve ?

En deuxième lieu, sérier les pièces en deux catégories :

- a) Pièces principales (chambres à coucher, à manger, chambre à palabre, etc...)
- b) Pièces annexes : Réserves, petites cuisines, vestibules, emmenagés, etc...)

---

<sup>1/</sup> Ces considérations sont conformes au climat et au genre de vie.

## VIII. LES ELEMENTS DE CONFORT

### Système d'approvisionnement en eau (Tableau 6)

43. Cette caractéristique fondamentale a été dans l'ensemble traitée. Quelques pays ont rencontré des difficultés lorsqu'il s'est agi de déterminer des critères de distance.

44. Donc il serait préférable d'adopter la méthode suivante qui donne aussi bien l'accessibilité à la source d'approvisionnement que la nature même de cette source et son statut :

<u>Nature</u>	<u>Degré d'accessibilité et statut</u>
Eau courante de ville	Dans le logement
Puits	Dans l'enceinte de la cour
Autres (rivière, etc...)	Hors de l'enceinte de la cour

Cependant cette méthode de déterminer le degré d'accessibilité au Centre d'approvisionnement en eau reste sans application dans le cas où l'enceinte fait défaut à la construction, et son efficacité peut être réduite par le fait que la distance entre l'enceinte et le bâtiment peut varier considérablement d'une maison à l'autre. Le groupe de travail aura à préciser quel genre de critères convient mieux à l'habitat africain.

### Les facilités et comforts (Tableaux 7 et 8)

45. a) Les informations concernant les lieux d'aisance ont été dans l'ensemble collectées conformément aux principes et recommandations internationaux, sauf pour les enquêtes sur l'habitation intégrées dans les recensements de populations.
- b) Les modalités et régimes d'occupation ont été relevés aussi.
- c) Il en va de même du mode d'éclairage (électricité).
- d) Les salles d'eau, endroits pour ordures ménagères etc..., ont fait médiocrement l'objet de collecte de statistiques.

IX. DONNES METRIQUES SUR LES UNITES D'HABITATION (Tableau 9)

46. La moitié des enquêtes disponibles contiennent des informations sur des données métriques de l'habitation : hauteur, surface, cubage des pièces, etc... La donnée métrique fondamentale est la surface du logement. C'est une variable qui est différemment appliquée selon les pays à certaines parties du logement. Le manque de précision dans les définitions concernant les surfaces de l'habitation à relever, et le manque de classification de ces différentes surfaces dans beaucoup d'enquêtes africaines, empêchent de tirer grand profit des données métriques recueillies.

47. Il serait avantageux de se conformer aux définitions internationales de la surface habitable restreinte, nécessaires aux comparaisons internationales et qui mesurent d'une façon adéquate les dimensions des pièces bien définies du logement. Pour la surface habitable utile, plus étendue et qui est fonction des structures physiques et aussi des conditions de vie locales, il serait souhaitable d'en donner dans chaque cas une définition non moins précise. Ces surfaces doivent être définies pour éviter des excès de relever. On peut appuyer leur définition sur la combinaison de critères de construction : surface bâtie avec les matériaux de construction, analogues à ceux des bâtiments, au moins partiellement abritées, surélevées, etc..., avec des critères d'occupation : où il existe un équipement (salon, lit, etc...) et remplissant une fonction des pièces de logement classique (pour dormir, manger, etc...). Ce dernier type de surface est souvent utile à l'étude des conditions africaines d'habitation. On aurait ainsi les 2 catégories de surfaces utiles, à des comparaisons internationales et aux études locales.

X. ETAT, AGE ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION (Tableau 9)

48. A l'exception des études portant spécifiquement sur les budgets familiaux, niveaux de vie etc..., toutes les enquêtes ont donné une ventilation complète des unités d'habitation suivant les matériaux composants (Tableau 3). Quelques pays ont ajouté des informations relatives à l'entretien et aux réfections des bâtiments.

49. Cependant, l'âge et l'état des constructions ont fait l'objet de peu d'investigations. Certains pays qui avaient inclu ces caractéristiques dans leurs questionnaires y ont renoncé au stade de l'exploitation, en raison de nombreuses difficultés : les renseignements concernant l'âge (année de construction) contiennent souvent trop d'erreurs. En effet l'occupant d'un logement n'en étant pas toujours le propriétaire, il lui est difficile d'en connaître l'âge. En outre, l'âge n'a pas toujours de sens pour certaines catégories d'habitations traditionnelles (maison en banco par exemple) ou le renouvellement partiel de certains organes (murs, toiture, etc...) s'opère presque tout les 2 ou 3 ans en raison des intempéries.

50. L'Etat des constructions (neuf, vétuste, bon état, etc...) constitue un indicateur subjectif, très variable d'un enquêteur à l'autre, d'une région à l'autre, d'un type de construction à l'autre. Aussi il serait peut être préférable pour obtenir des données sur l'état des bâtiments, et pouvoir indiquer le temps de renouvellement des stocks de logements, de combiner les données relatives aux matériaux de construction qui sont largement collectées, avec les types de logements et l'époque de construction. Les pays qui ont employé le concept d'époque plutôt que d'année (Ex: avant guerre, après guerre) ont connu moins de difficultés de terrain à ce propos. On pourra avoir recours à un calendrier historique local.



## XI. DONNÉES SUR LES POPULATIONS DES LOGEMENTS

### Unités familiales d'occupation - Dénombrement (Tableau 10)

51. Le groupement humain le plus communément considéré comme unité, est le ménage pris dans l'acception large du terme, c'est-à-dire une communauté de base constituée essentiellement par des conjoints, leurs enfants, auxquels peuvent s'adjoindre éventuellement d'autres personnes parentes ou non parentes. Mais dans bien des cas le ménage a été confondu avec la famille étendue.

52. Ainsi que nous l'avons souligné plus haut, il convient dans chaque enquête, de définir avec netteté, l'unité de groupement humaine considérée dans l'occupation du logement, singulièrement le ménage qui est constamment utilisé comme unité dans les décomptes de populations comme des habitations. Et de ne pas oublier la distinction et classification nécessaires entre ménages simples, ménages multiples, ménages collectifs, etc...; conformément aux recommandations internationales.

53. Cependant le dénombrement des ménages dans l'habitation n'a pas posé trop de difficultés car on n'est souvent parti de ceux-là pour apprécier celle-ci. Mais il faut noter des réticences à répondre sur le nombre d'occupants d'un logement (Lybie, Nigeria).

### Méthode de dénombrement

54. La méthode la plus utilisée a été à la fois le dénombrement combiné de fait et de jure. Elle s'adapte mieux à la mobilité des personnes.

### Données socio-économiques sur les personnes (Tableau 11)

55. Tous les pays ont recueilli des données sur les caractéristiques socio-économiques des occupants, partiellement ou exhaustivement. La plupart d'elles proviennent des recensements de population. Les problèmes particuliers que pose la collecte de telles informations sont plutôt traités dans les analyses des recensements démographiques.

## XII. TABULATION (Tableau 7)

56. Les tableaux disponibles montrent que l'exploitation des données a été généralement conçue pour satisfaire à des buts qui ne sont pas toujours conformes aux tableaux d'exploitation recommandés. Cependant on y retrouve la plupart du programme d'exploitation des Principes Généraux.

57. Néanmoins il faut souligner que le tableau d'exploitation relatif au cabinet d'aisance n'a été traité que par la moitié des pays. Le tableau relatif à la vacance des logements fait presque défaut. En effet, les logements, vacants ou non occupés, n'ont pratiquement pas été enquêtés. Cela est dû au fait qu'il existe très peu de logements vacants et surtout à la raison que les dénombrements opérés s'appuient généralement sur l'occupation de fait. Cependant, on devrait tenir suffisamment compte de toutes les unités, même les vacantes aux fins de contrôle de dénombrement et pour les raisons de vacance.

Sens des Symboles utilisés

<u>Symboles</u>	<u>Données statistiques</u>	<u>Concepts, Définition et classification utilisés</u>
+ +	Données entièrement recueillies	Assez ou totalement conformes aux Principes généraux ou recommandations des Nations Unies.
+	Données partiellement recueillies	Partiellement conformes aux Principes Généraux ou recommandations des Nations Unies
-	Données non collectées	Non conformes aux Principes Généraux ou recommandations des Nations Unies
N	Données dont la collecte ne se pose pas ou n'aurait pas de sens.	



TABLEAU 8

Régime d'occupation

(Collecte de données)

Pays	Statut d'occupation	Loyer	Remarques
ALGERIE (A)	++	++	Données recueillies, mais non tabulées
ALGERIE (B)	++	++	
MAROC	++	-	
TUNISIE	++	+	
LYBIE (A)	-	-	
LYBIE (B)	++	++	Le statut d'occupation n'a pas fait l'objet d'étude particulière du fait que les "concessions" appartiennent en général à ceux qui y sont installés.
SOUDAN	++	++	
SENEGAL (A)	++	++	
SENEGAL (B)	++	++	
SENEGAL (C)	-	-	
MALI	-	-	
GHANA	-	-	
NIGERIA	++	++	
TOGO	-	-	
NIGER	++	++	
Hte VOLTA	++	-	Renseignements très détaillés sur les loyers et régimes d'occupation
COTE D'IVOIRE (A)	++	++	
COTE D'IVOIRE (B)	++	+	
MADAGASCAR	++	++	
ILES MAURICES	++	-	
ETHIOPIE	++	-	
GABON	++	++	
TCHAD	++	-	
CONGO (BRAZZ)	++	-	
Hte VOLTA	++	++	
ALGERIE	++	++	L'étude porte essentiellement sur les loyers.
CAMEROON	++	++	
			Assez de données

TABLERAU 9

Données domestiques et conditions physiques de l'habitation

Pays	Données métriques (Surface, mur, hauteur, etc.)	Entretien des bâ- timents ou âge des constructions	Remarques
ALGERIE (A)	++	-	
ALGERIE (B)	+ (Voir remarque)	+ (Voir remarque)	Données métriques figurant dans questionnaire, mais non dans la Tabulation.
MAROC	-	++	
TUNISIE	++	-	Même des données concernant le cubage des pièces ont été relevées.
LYBIE (A)	-	-	
LYBIE (B)	-	-	
SOUDAN	++	+	Les données métriques devant être relevées concernent seu- lement les dimensions des lotissements mais pas les pièces. En ce qui concerne l'état des constructions. On pense exploiter les registres des cadastres et domaines.
SENEGAL (A)	++	++	Plusieurs détails sur les conditions physiques : ancien- neté, Vétusté, Valeur à la construction, etc.
SENEGAL (B)	++	++	
SENEGAL (C)	+ (Voir remarque)	-	Les données métriques concer- nant l'habitat de style européen seulement ont été relevées.
MALI	++	++	
GHANA	-	-	
NIGERIA	++	-	
TOGO	-	+ (Voir remarque)	
NIGER	-	-	Du point de vue et de l'in- cidence budgétaire seulement
Hte VOLTA	-	-	
COTE D'IVOIRE (A)	+ (Voir remarque)	+ (Voir remarque(2))	(1) Surface totale des pièces relevées (2) En partie dans les dépenses des budgets en cas d'incidence

TABLEAU 9 (suite)

Fays	Données métriques (Surface, mur, hauteur, etc.)	Entretien des bâ- timents ou âge des constructions	Remarques
COTE D'IVOIRE (B)	-	+	Données métriques relatives à la surface, et hauteur des pièces
MADAGASCAR	+ +	-	
ILES MAURICES	-	-	
ETHIOPIE	+ +	-	
GABON	+ +	+ +	Relevés très précis sur des dimensions des pièces. Dates et coûts des réparations
CHAD	-	-	Pas de données de surface, mais sur nombre d'ouvertures
CONGO (BRAZZ)	-	+ +	
Hte VOLTA	+ +	+ +	Etude approfondie des réparations et matériaux
ALGERIE	+ +	+ +	Etude poussée sur les réparations des coûts des investissements, etc. Surface des concessions relevée
CAMEROUN	+ +	+ +	

E/CN.14/CAS.4/CPH/7  
Page 38



#### ADDENDUM

Nous donnons en résumé des notes relatives à certaines enquêtes touchant à l'habitation dans divers pays d'Afrique. Elles découlent dans la plupart des cas de l'analyse succincte de questionnaires. Néanmoins elle complète dans quelque mesure le tableau des pays africains en ce qui concerne les enquêtes relatives à l'habitation.

##### A. Côte d'Ivoire

1) Enquête de Nutrition et Niveau de vie : 1955-56

Comporte quelques questions sur l'habitation

2) Enquête de Bouaké : 1958

Donne la répartition des ménages suivant le type d'habitation

3) Recensement des 4 grands Centres Urbains : 1956-57

L'habitation constitue un petit chapitre du questionnaire démographique

##### B. Guinée

1) Etude démographique par sondage de toute la Guinée : 1954-55

Comportant la distribution des groupements familiaux dans l'habitation. Données sur la taille des concessions et toutes les caractéristiques démographiques.

2) Enquête démographique de la région du Konkouré : 1957

L'habitation est un chapitre qui étudie les données suivantes :

Nombre moyen de pièces par case

" " de lit ou banc par case

La ventilation des cases de l'habitation suivant l'usage.

La composition physique des cases.

La densité d'occupation

Cases non occupées et cases habitées.

##### C. Madagascar

1) Enquête urbaine sur l'habitation.

Cette enquête couvre plusieurs villes : Diego Suarez, Tamatave, etc... Elle utilise le même questionnaire que l'enquête dont nous avons parlé dans la 1ère partie, et qui est relative à Tuléar. Elle est menée par la même société d'études (SCET coopération).

D. Sénégal

- 1) Enquête socio-économique en cours intéressant la zone urbaine de St. Louis, par l'IFAN  
(Institut Français d'Afrique Noire).

E. Dahomey

- 1) Recensement de la population de la commune de Cotonou : 1956  
Le questionnaire porte sur le nombre de logements
- Nombre de pièces habitables
  - Classification des types de constructions auxquelles appartiennent les logements.
  - Collecte de données relatives aux matériaux de construction
  - Ravitaillement en eau avec critères d'accessibilité
  - Eclairage

F. Ouganda

Dans le recensement démographique de 1959 nous avons quelques questions très sommaires sur l'habitation.

G. Zanzibar

- 1) Recensement de la population. Du 19 au 20 mars 1958  
Le chapitre sur l'habitation est appliqué seulement aux grandes agglomérations urbaines. Il donne les renseignements suivants :
- Types d'habitations : privées, collectives.
- La nature des constructions
  - Le nombre de pièces
  - W.C.
- En plus de cela, on a toutes les caractéristiques démographiques et socio-économiques des populations.

H. Tanganyika

- 1) Recensement de la population : 1957  
En plus de données socio-économiques et démographiques nous avons :

- une classification des habitations
- un tableau des nombres de pièces
- le régime d'occupation
- le système d'alimentation en eau

I. Rhodésie du Sud

1) Recensement de la population (Africaine seulement) de 1962

Chapitre sur l'habitation donnant les caractéristiques suivantes :

- Nature de l'habitation
- Nombre de pièces
- Nombre d'occupants

En plus de cela nous avons dans l'enquête toutes les données socio-économiques.

J. Fédération de Rhodésie et Nyassaland

1) Recensement de la population (non-africaine) de la Fédération : 1961

En plus des caractéristiques socio-économiques et démographiques nous avons :

- Nombre de pièces avec ventilation suivant l'usage
- Ventilation des vérandahs et dépendances
- Salles d'eau, cuisine, W.C.
- Pièces vacantes
- Statut d'occupation et loyers

K. Zambie (ex. Rhodésie du Nord)

1) Résultats du recensement démographique de la population africaine seulement : mai/juin 1963

Certains détails du recensement ont été obtenus par sondage (5% de la population).

En ce qui concerne l'habitation, les détails suivants ont été étudiés :

- La nature des constructions
- Le nombre de pièces
- Le nombre d'occupants moyen par pièce
- Les caractéristiques socio-économiques des occupants.

L. Kenya

1) Recensement de la population : 1962

La partie intéressant la population urbaine a été effectuée entre le 15 et 16 août 1962 et pour la région rurale en septembre 1962.

Les questions relatives à l'habitation se rapportent seulement aux agglomérations urbaines et portent sur les points suivants :

- Nombre de pièces
- Structure des bâtiments
- Régime d'occupation
- Types de construction
- Installations sanitaires

M. Afrique du Sud

1) Recensement du 6 septembre 1960

Réservé aux "blancs, aux hommes de couleur et asiatiques, les Bantous étant exclus".

L'habitation est un chapitre très détaillé, qui étudie d'abord les données socio-économiques des ménages et en plus

- Types de logement
- Les fonctions des logements et pièces
- Matériaux de construction
- Nombre de pièces
- Eclairage
- Statut d'occupation et loyers
- Système d'approvisionnement en eau

N. Angola

1) Recensement de la population : 1960

En plus des données démographiques et socio-économiques de la famille, nous avons les points suivants :

- Condition de l'habitation familiale
- Statut d'occupation et loyers
- Données métriques sur le logement (surface)
- Nature des constructions

- Alimentation en eau
- Eclairage
- Répartition des occupants

L'enquête est effectuée suivant les critères ci-après :

Indigènes, d'une part, et  
Non-indigènes et assimilés, d'autre part.

0. Mozambique

1) Recensement de la population, 15 septembre 1960

Avec un chapitre sur l'habitation traitant des points suivants :

- Nombre de pièces
- Nature des constructions
- Canalisations d'eau
- Eclairage
- W.C., fosses septiques
- Statut d'occupation et loyers
- Nombre d'occupants
- Ventilation en autochtones et non-autochtones

## Renseignements généraux

Pays	But de l'Enquête	Nature de l'Enquête	Relation avec autres Enquêtes ou Etudes	Condition de Déroulement par rapport aux autres	Période de Référence ou fréquence de l'Enquête sur l'habitation	Remarques
ALGERIE (A) N <sub>1</sub>	Renovation urbaine "Rochet de Constantine par Société d'urbanisation : Beru, avec analyse démographique, immobilière et économique	A partir de l'exploitation du fichier du <u>Recensement</u> de la population	Les problèmes de l'habitation constituent une partie de cette étude	L'étude de Renovation a été effectuée séparément	1961	
ALGERIE (B)	Etude socio-économique sur le Développement de la région de Médea - portant sur les caractéristiques en niveau de l'habitation à partir de l'Equipement physique.	Ni exhaustive Ni sondage, <u>Méthode statistique partielle</u>	L'habitation est chapitre de l'équipement physique	Simultanément	1963	
MAROC	Etude démographique générale et condition de vie	<u>Recensement</u> dans Centres urbains et <u>Sondage</u> en zone rurale	Dans cadre du Recensement de la population	Simultanément	1960	
TUNISIE	Monographie portant sur l'assainissement de l'habitat et enquête sociologique du Faubourg et Sidi Fathallah	<u>Sondage</u>	A partir du <u>recensement</u> général population	Séparément du recensement	Durée 1 mois fin 1959	
LYBIE (A)	Recensement national. Démographie et aspects nécessaires au développement	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre du Recensement	Simultanément mais avec préparation particulière de quelques jours pour l'habitat	1954 Durée 1 mois	
LYBIE (B)	Etude de budgets familiaux de la ville de Tripoli	<u>Sondage</u>	L'habitation est un chapitre de l'étude	Simultanément	Du 15 janvier au 15 avril 1962	
SOUDAN N <sub>2</sub>	Aménagement de l'habitat urbain étude de niveau de vie, etc...	<u>Sondage</u>	L'habitation est une partie de cette étude	Simultanément	Octobre 1964-mars 1965	
SENEGAL (A)	Opération de Rénovation de l'habitat de la Médina de Dakar par la SCET coopération	<u>Sondage</u>	L'étude comprend 2 cahiers : un sur l'habitat L'autre l'éco-social	Simultanément	1 mois : Avril 1962	
SENEGAL (B)	Etude budgets familiaux en zone urbaine de DAKAR pour détermination prix et salaires	<u>Sondage</u>	L'habitation est chapitre de l'étude	Simultanément	Juin 1960 - Juin 1961	Chaque ménage étudié, a été observé pendant un mois.
SENEGAL (C)	Recensement démographique de la ville de DAKAR	Recensement	L'habitation est un chapitre du Recensement	Simultanément	1955	Cependant l'étude a été complétée par un <u>sondage</u> en 1959 portant sur des quartiers périphériques et par la collecte d'information relatives aux foyers, ménages, habitations et quartiers
MALI	Enquête sur l'habitat rural partie d'une série d'études socio-économiques par la MISOE dans le Delta Central du Niger	<u>Sondage</u>	L'enquête sur l'habitation a utilisé le même échantillon que celles portant sur les Budgets et les Consommations	Simultanément	Mois de mai 1960	
GHANA	Enquête statistique complémentaire du Recensement démographique général de mars 1960	<u>Sondage</u>	L'habitation est un chapitre de l'enquête complémentaire	Séparément du Recensement	Juin 1960	
NIGERIA	Etude statistique des loyers et conditions de l'habitation à Lagos	<u>Sondage</u>	A partir d'une liste d'adresse établie par sondage en 1957 et 1960	Séparément	10 Juin 1961 durée : 14 jours Périodicité : Tous les 6 mois	

Notes : N<sub>1</sub> Le "Beru" a effectué des Etudes similaires avec même méthode d'enquête à Gran et Mostaganem (Algérie).

.../...

N<sub>2</sub> C'est à l'état de projet qui doit entrer en exécution probablement en octobre 1964. Les premières investigations portent sur l'agglomération de Khartoum.



TABLEAU 1 (suite)

Pays	But de l'Enquête	Nature de l'Enquête	Relation avec autres Enquêtes ou Etudes	Condition de Déroulement par rapport aux autres	Période de Référence ou fréquence de l'Enquête sur l'Habitation	Remarques
TOGO	Recensement général de la population. Complété par sondage	<u>Recensement</u>	La question sur l'habitation rentre dans le cadre du recensement des <u>Centres urbains</u> seulement	Simultanément	2 ans : novembre 1958 à décembre 1960	
NIGER	Etude de Budgets familiaux Africains à Niamey	<u>Sondage</u>	L'habitation est un aspect de cette étude	Simultanément	1 an : mars 1961 à avril 1962	Notons que l'enquête s'est appuyée sur une étude sur l'urbanisme et l'habitat à Niamey. Elle a été aussi précédée par une enquête pilote portant sur 16 ménages. Le questionnaire utilisé est quasi identique à celui de l'enquête Budgets 1960 à DAKAR
Hte Volta	Recensement de la ville de Ouagadougou	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre de Recensement	Simultanément	Avril à novembre 1961	
COTE D'IV. (A)	Enquête sur Budgets familiaux à Abidjan 1956	<u>Sondage</u>	Exploitation du fichier démographique de 1956 et de plans topographiques	Indépendamment	Août-septembre 1956	Le sondage a été cependant précédé d'une enquête pilote portant sur 26 familles
COTE D'IV. (B)	Enquête démographique et socio-économique	<u>Sondage</u>	L'Enquête recoupe le recensement national de 1960 et le Plan interimaire 1962-63	Indépendamment	1962-63 avec prolongement en 1964	
MADAGASCAR	Etude sur l'urbanisme et l'habitat par suite des inondations de 1959	<u>Echantillon</u> prélevé au <u>hasard</u>	Indépendante	Indépendamment	Juin 1959	L'échantillon a été confectionné à partir des plans de Stratification des quartiers
ILES MAURICES ET DEPENDANCES	Recensement général Démographique	<u>Recensement</u>	L'habitation est un chapitre du questionnaire	Simultanément (pendant la 1ère phase de l'enquête démographique)	Mars à mi-mai 1962	
ETHIOPIE	Enquête démographique	<u>Recensement</u>	L'habitation est chapitre du questionnaire	Indépendamment	10 au 11 septembre 1961	
GABON (1)	Etude de budget de consommation	<u>Sondage</u>	Liée à une enquête budget-consommation	Simultanément	1963	
TCHAD	Recensement démographique	<u>Recensement</u>	L'enquête sur l'habitation fait partie du recensement démographique	Simultanément	Mars-juillet 1962	
CONGO(BRAZZ)	Projet d'urbanisation rationnelle de Pointe Noire	<u>Recensement</u>	Chapitre du recensement démographique de la ville	Simultanément	Octobre et novembre 1958	Même le recensement démographique rentre dans un ensemble très complet d'études socio-économiques
Hte VOLTA	Etude démographique et socio-économique de Bobo-Dioulasso	<u>Recensement</u>	A partir du recensement général de la ville	Simultanément	2 mois : février et mars 1961	
CAMEROUN	Etude d'aménagement urbain par la Société immobilière du Cameroun	<u>Recensement</u>	L'habitat, chapitre important de l'étude Socio-économique	Simultanément	Août-septembre 1961	Quelques pratiques de sondage ont été opérées pour compléter les renseignements.

(1) N'ayant pu disposer que tardivement des informations concernant les 5 dernières enquêtes relatives au Gabon, Tchad... Cameroun, nous avons été dans l'obligation matérielle de les présenter en fin de page sans tenir compte, comme précédemment, d'une disposition géographique.



TABLEAU 2

Compte des ressources et des emplois par catégories de biens et services  
(en milliers de livres soudanaises)

	Produits intermédiaires par industries productrices	Emplois finaux						Total des ressources et des emplois
		Consommation			Formation de capital fixe	Mouvement des stocks	Exportation f.o.b.	
		des ménages	de l'Etat	Education privée				
1. Agriculture	7 693	78 456	103	-	-	4 700	50 903	141 855
2. Cheptel	300	38 156	28	-	-	-	2 590	41 074
3. Sylviculture	5 359	25 146	8	-	-	-	6 401	36 914
4. Pêche	-	7 469	-	-	-	-	75	7 544
5. Transports et distribution	22 994	31 360	1 659	30	2 812	-	550	59 405
6. Industries extractives	132	644	-	-	-	-	35	811
7. Industries manufacturières	2 589	13 991	160	40	-	-	2 396	19 176
8. Industries de services publics	836	1 849	254	40	-	-	-	2 979
9. Artisanat	-	15 666	-	-	-	-	-	15 666
10. Construction et génie civil	2 032	9 262	400	9	26 886	-	-	38 589
11. Banque et assurance	2 052	954	-	-	-	-	-	3 006
12. Services domestiques	-	1 739	-	-	-	-	-	1 739
13. Services divers	459	18 058	-	-	-	-	-	18 517
14. Propriété de maisons d'habitation	-	14 278	-	-	-	-	-	14 278
15. Importations de marchandises	19 937	31 240	1 937	17	14 069	-900	-	66 300
16. Importations invisibles et ajustements	1 400	452	1 750	-	-	-	-	3 602
17. Impôts indirects nets, y compris charges et ventes de l'Etat	11 400	22 335	236	-	2 467	-	-	36 448
18. Traitements et salaires des employés de l'Etat et des enseignants dans les écoles privées.			27 965	1 526				29 491
Total	77 193	311 055	34 500	1 662	46 234	3 800	62 950	537 394



TABLEAU 2

Champ couvert par l'Enquête (sur l'habitation seulement)

E/CN.14/CAS.4/CPH/7

Page 25

Pays	Aire géographique	Catégories d'habitation	Catégories socio-économiques	Remarques
ALGERIE (A)	Un seul secteur de la zone urbaine de Constantine	Toutes	83 familles	L'échantillon était de 93 ménages. On en a éliminé 9 ménages européens. Le sondage est au 1/10, portant sur une population de 4.499 personnes réparties en 940 ménages.
ALGERIE (B)	Toutes les communes de la zone rurale de la région de Médea	Toutes	Toute la population	
MAROC	Tout le territoire de l'état chérifien	Toutes	Toute la population	
TUNISIE	Tout le faubourg étudié (essentiellement autochtone)	Toutes	84 ménages tunisiens et assimilés	
LYBIE (A)	Tout le territoire national	Toutes	Toute la population du territoire	Les unités d'habitation collectives seront enquêtées dans une phase ultérieure, mais d'une manière exhaustive. En fait l'étude se réalise tranche par tranche et elle est appelée à couvrir plus tard toute l'agglomération de la Médina.
LYBIE (B)	Agglomération urbaine de Tripoli	Toutes	Travailleurs lybiens remplissant certains critères. Au total 300 ménages ont été sélectionnés	
SOUDAN	Les grandes agglomérations urbaines. Au total 8 villes	Toutes	Toute la population de la fraction de sondage (10% du total)	
SENEGAL (A)	Un secteur de l'agglomération urbaine africaine de DAKAR	Toutes	Toutes catégories de la fraction de sondage qui est 1/30. La population totale du secteur est 60.000 habitants. Enquête au hasard	
SENEGAL (B)	Population urbaine africaine de toute la ville de DAKAR	Toutes	Echantillon composé de 5.195 personnes. Soit 2,6% environ de la population urbaine africaine. Sondage à 2 degrés; D'abord échantillon de 2.844 ménages puis 742 ménages. Les catégories socio-économiques couvertes ne doivent pas avoir un revenu mensuel supérieur à 100.000 CFA	Toutes les personnes enquêtées appartiennent au secteur agricole et se répartissent en cultivateurs et pêcheurs
SENEGAL (C)	Ville de DAKAR	Toutes	Toute la population	
MALI	Zone rurale composée d'une aire traditionnelle et d'une aire de colonisation agricole (Delta vif du Niger et Office du Niger)	(Il s'agit d'habitations traditionnelles)	Le sondage est à 2 degrés et porte sur un échantillon de 2.031 personnes de la zone traditionnelle et 1.287 personnes de la zone de colonisation	
GHANA	Tout le territoire national	Toutes	Toute la population de la fraction de sondage qui est de 1/5 de la population totale	
NIGERIA	Zone urbaine de Lagos	Toutes	Toutes catégories de population. Le sondage couvre 221 maisons occupées par 1057 ménages	
TOGO	Ensemble des aires urbaines du territoire	Toutes	Toute la population urbaine	
NIGER	Ville de Niamey (quartiers essentiellement africains)	Toutes	Sondage aléatoire à 2 degrés embrassant une population africaine de 21.600 habitants sur une population totale de 30.000 de la ville. Au 1er degré on a retenu 880 ménages au 2ème degré 301 ménages	
Hte VOLTA	Ville de Ouagadougou	Toutes	Toute la population urbaine	



Tableau 2 (suite)

Pays	Aire géographique	Catégories d'habitation	Catégories socio-économiques	Remarques
COTE D'IVOIRE (A)	Secteur africain de la ville d'Abidjan	Toutes	Familles ayant un seul chef de ménage, salarié. Le ménage ne doit pas être célibataire. Aussi on avait un premier échantillon de 1.223 ménages. Au 2e degré on a tiré un sous échantillon de 560 ménages, avec la méthode de probabilité	
COTE D'IVOIRE (B)	6 régions administratives au territoire	Toutes	Toutes catégories; mais il s'agit en fait de population appartenant au secteur rural. Le taux de sondage varie d'une région à l'autre	La zone couverte englobe presque toute la partie traditionnelle du pays.
MADAGASCAR	Ville de Tulear	Toutes	825 personnes réparties en 175 familles sélectionnées dans 5 strates de la ville	
ILES MAURICES	Tout le territoire	Toutes	Toute la population	
ETHIOPIE	Ville d'Addis-Abéba	Toutes	Toute la population	
GABON	2 régions rurales : Wolen N'Tem N'Gounié	Toutes	500 logements principalement les agriculteurs	
TCHAD	Ensemble urbain de la ville de Fort Lamy	Habitat africain	11.254 concessions, abritant 28.347 ménages formant une population de 77.096 personnes	Les habitations des collectives (militaires, gendarmes, etc.), ont été éliminées, ainsi que celles des quartiers européens.
CONGO (BRAZZ)	L'ensemble de la zone urbaine	Toutes	Ensemble de la population africaine	Les quartiers sont groupés, les unités collectives telles hopitaux, casernes, etc..., ont été éliminées. L'habitat de la population européenne a été éliminé aussi, au reste il avait été l'objet d'une enquête en 1956.
Hte VOLTA	L'enquête habitat porte sur 2 quartiers urbains	Toutes	Essentiellement africaines	
ALGERIE	Préfecture d'Alger	Toutes	La population (essentiellement algérienne) occupant les biens vacants	
CAMEROUN	2 quartiers de la ville de Douala : Congo et Deido	Toutes	Population africaine de ces 2 secteurs	L'habitat est essentiellement traditionnel.



TABLEAU 4  
Compte de production et d'exploitation par branches d'activité  
(en milliers de livres soudanaises)

BRANCHE D'ACTIVITE	Produit intérieur brut aux prix du marché			Impôts indirects moins subventions <sup>1/</sup>	Produit intérieur brut au coût des facteurs
	Production	Consommation intermédiaire	Produit brut		
1. Agriculture	141 855	17 970	123 885	600	123 285
2. Cheptel	41 074	3 630	37 444	100	37 344
3. Sylviculture	36 914	2 800	34 114	25	34 089
4. Pêche	7 544	31	7 513	5	7 508
5. Transport et distribution	84 443 <sup>2/</sup>	7 536	76 907 <sup>2/</sup>	28 923 <sup>2/</sup>	47 984
6. Industries extractives	811	550	261	-	261
7. Industries manufacturières	19 176	11 335	7 840	2 106	5 734
8. Entreprises et services publics	2 979	1 124	1 855	137	1 718
9. Artisanat	15 666	4 344	11 322	2	11 320
10. Construction et génie civil	38 589	13 466	25 123	2 190	22 933
11. Banque et assurance	3 006	397	2 609	75	2 534
12. Enseignement privé	1 526	-	1 526	-	1 526
13. Services domestiques	1 739	-	1 739	-	1 739
14. Services divers	18 517	567	17 950	20	17 930
15. Etat	27 965	-	27 965	-	27 965
16. Propriété de maisons d'habitation	14 278	2 032	12 246	2 265	9 981
Total	456 082	65 783	390 299	36 448	353 851

<sup>1/</sup> Y compris les charges et les ventes de l'Etat

<sup>2/</sup> Y compris impôts indirects sur les ventes finales



TABLEAU 3

E/CN.14/CAS.4/CPH/7  
Page 27

## Classification des Unités d'habitation, Définition, Ventilation

Pays	Concepts appuyant la classification				Données recueillies suivant classif. primaire			Ventilation suivant style de construction (en dur, moderne, traditionnel, improvisé etc.) ou collecte de données permettant une telle ventilation	Degré de conformité de la classification à la classification internationale	Remarques
	Concept de construction pure	Concept éco-social	Concept juridique	Autres	Unités privées	Collectives	Unités non conçues pour habit. mais finalement habitées			
ALGERIE (A)		(famille-logement)			++	N	-	++	+	
ALGERIE (B)	(Données sur équipement physique)				++	++	++	++	+	Nous avons en plus la classification selon "habitée et non habitée" et "sinistrée et non sinistrée" due à des raisons de circonstance
MAROC	(Logement)				++	++	++	++	++	
TUNISIE		(Logement-ménage)			++	-	-	++	++	
LIBYE (A)		(Logement-ménage)			++	++	++	++	++	
LYBIE (B)		(Logement-ménage)			++	-	-	++	++	
SUDAN			Concession ou lotissement (Voir remarque)			S t a d e n o n e n c o r e a t t e i n t				Principalement à Khartoum, le découpage des habitations est très net et repose sur un statut juridique d'attribution des parcelles
SENEGAL (A)	(Logement)	(Ménage-logement)	Concession domaniale et juridique		++	N	+	++	+	
SENEGAL (B)		(Ménage-logement)			++	N	-	+		
SENEGAL (C)	"immeuble" et construction en carré (voir commentaire)	Parcelle et lotissement appartenir des permis de construire et photo-aérienne			-	-	-	+		
MALI	Concession familiale				++	N	-	++	+	
GHANA	Ménage logement				++	++	+	++	++	Les habitations collectives ont été traitées séparément des unités privées.
NIGERIA		(Logement-ménage)			++	-	+	++	++	
TOGO		(Logement-ménage et famille)			++	?	+	++	++	On a tenu compte dans la classification des locaux à usage commercial. Ils ont été comptés à part.
NIGER		(Logement)			++	N	N	++	+	
Hte VOLTA		(Logement famille)			++	-	+	+	+	



TABLEAU 3 (suite)

Pays	Concepts appuyant la classification				Données recueillies suivant classif. primaire			Ventilation suivant style de construction (en dur, moderne, traditionnel, improvisé etc.) ou collecte de données permettant une telle ventilation	Degré de conformité de la classification à la classification internationale	Remarques
	Concept de construction pure	Concept éco-social	Concept juridique	Autres	Unités privées	Collectives	Unités non conçues pour habit. mais finalement habitées			
COTE D'IV. (A)		(Logement-ménage)			++	N	-	++	+	
COTE D'IV. (B)		Unité budgétaire de lignée et unité budgétaire d'exploitation (N <sub>1</sub> )			++	-	-	++	+	
MADAGASCAR		Famille		Foyer	++	-	-	+	+	
ILES MAURICES	(Logement et construction)				++	++	++	++	++	
ETHIOPIE		(Ménage)			++	++	-	+	+	La classification et les définitions ne sont que peu conformes aux concepts généralement définis dans les recommandations internationales.
GABON		Logement-ménage budget consommation			++	N	-	+	+	Il s'agit essentiellement d'habitat traditionnel
TCHAD	Concession				++	-	-	-	+	Les quasi totalités des habitations sont de type traditionnel, donc pas de ventilation
CONGO (BRAZZ)		(Ménage-logement)			++	-	++	++	+	On a utilisé aussi les plans cadastraux pour le découpage et numérotation des parcelles
Hte VOLTA		(Ménage)			++		+	++	+	
ALGERIE	Bâtiment		(voir remarque)					(Questions non encore traitées enquête en cours)		Il va de soi qu'il s'agit de bâtiments déterminés par la loi sur les "biens vacants" d'après le Fichier de logement de la préfecture d'Alger.
CAMEROUN	Concession		Titre foncier		++	-	+	+	+	

Notes : N<sub>1</sub> Unité budgétaire de lignée se rapporte au groupement humain dont les membres sont liés par la parenté du chef.  
Unité budgétaire d'exploitation se rapporte à la communauté d'individus exploitant le même champ, etc...



## Unités Statistiques de Dénombrement

Pays	Unités fondamentales	Unités secondaires	Notes sur les unités et leurs définitions
ALGERIE (A)	Logement	Immeuble et maison	L'habitat traditionnel arabe est formé d'une cour carrée ou rectangulaire autour de laquelle sont repartis des logements.
ALGERIE (B)	Construction ou immeuble	-	C'est l'immeuble ou la construction qui est considéré dans son ensemble comme unité d'habitation.
MAROC	Logement	?	Le logement est formé par une (ou plusieurs pièces) destinée à l'habitation et dont le caractère essentiel est d'être indépendant et distinct.
TUNISIE	Ménage - Logement	-	Le dénombrement des logements se fait à partir de celui des ménages. Et l' <u>occupation</u> par ceux-ci définissent les logements.
LYBIE (A)	Ménage - Logement	-	" "
LYBIE (B)	Ménage - Logement	-	" "
SOUDAN	Lotissement	Logement	L'habitation se définit généralement comme une entité physique : construction ayant souvent une cour et dont les limites sont établies par un statut juridique des domaines.
SENEGAL (A)	Logement	Concession et Construction	L'habitat est défini par des données de construction et par un découpage domanial. C'est ce qui correspond à l'unité secondaire concession ou construction. L'unité du logement se fonde sur l'occupation par le ménage. Et en fait ces deux unités apparaissent comme ayant une égale importance.
SENEGAL (B)	Concession locale du ménage	-	Définition de l'habitation par l'occupation du ménage
SENEGAL (C)	"Carré" et logement	Immeuble	Le carré ou construction en carré, c'est l'habitation définie par un découpage domanial de type africain. Elle représente l'unité de compte de l'habitat africain correspondant au logement familial. Alors que l'immeuble de type européen est divisé en logements classiques qui servent d'unités fondamentales de dénombrement et celui-là, d'unité complémentaire. (Voir commentaire).
MALI	Concession	Case	L'unité d'habitation se définit par l' <u>ensemble des cases</u> où habite le chef de famille, les personnes qui dépendent de lui, notamment les enfants non mariés. <u>C'est la concession</u> . La concession est souvent pourvue d'un <u>enclos</u> qui la sépare totalement d'une autre concession. Rappelons qu'une <u>case</u> peut comporter plusieurs pièces.
GHANA	Logement - ménage	-	L'unité d'habitation est le logement, c'est-à-dire le ou les locaux, occupé par le ménage.
NIGERIA	Logement	-	Logement = pièce ou ensemble de pièces occupé par le ménage.
TOGO	Logement	-	" " " " " "
NIGER	Logement	Concession	Même sens que les définitions données dans l'Enquête Sénégal (A)
Hte VOLTA	Logement(case concession)	-	" " " " " "
COTE D'IVOIRE (A)	Immeuble - Concession	-	Plus ou moins même sens que les définitions précédentes
COTE D'IVOIRE (B)	Logement (maison - concession ou appartement)	-	Terminologie courante
MADAGASCAR	Logement ou foyer	-	Il est dit dans le cahier d'instruction : "un logement n'abrite qu'au foyer"
ILES MAURICES	Logement et immeuble	-	Pour les habitations privées, l'unité de compte est le logement. Pour les habitations collectives c'est l'immeuble qui est pris dans son ensemble comme unité de base de dénombrement.
ETHIOPIE	La pièce	-	En raison des particularités physiques de l'habitation et aussi de son occupation, la construction n'a pas été retenue comme unité de compte. Et l'unité statistique de compte finalement retenu a été la <u>pièce</u> ou <u>local</u> obtenu à partir des ménages.



TABEAU 4 (suite)

Pays	Unités fondamentales	Unités secondaires	Notes sur les unités et leurs définitions
GABON	Logement ou Concession	Bâtiment	Chaque ménage en général a un bâtiment comme habitation correspondant le plus souvent à une concession traditionnelle.
TCHAD	Concession	Logement - ménage	La concession, c'est l'unité habitat; elle correspond à un bloc rectangulaire, toiture en terrasse, porte unique donnant accès directement ou par un vestibule à une cour sur laquelle s'ouvrent les pièces des habitations intérieures. C'est une construction négro-berbère ou négro-arabe.
CONGO (BRAZZAVILLE)	"Case" - ménage (voir note)	Pièce - logement	La case est l'unité fondamentale. Il y a abus de ce terme et il ne correspond pas seulement à l'habitation traditionnelle - C'est ici plutôt synonyme d'habitation, de construction, de logement.
ALGERIE	Bâtiment	Logement	Tous les bâtiments et leurs locaux retenus font l'objet d'investigation quel que soit leur usage : habitation, bureau, etc... Donc nous sommes en présence de définitions d'occupation.
CAMEROUN	Logement et local	Concession	Le logement, unité d'habitation du ménage. Le local a été pris comme unité pour les immeubles à usage commercial, etc...
Hte VOLTA	Concession	Logement	Concession dans le sens large du terme, et logement du ménage.



## Données de base recueillies

Pays	Adresse ou Emplacement	Relevé des différents types d'habitation suivant caractéristiques de construction	Nombre de pièces	Degré de Conformité du Concept privé à la Définition Internationale	Remarques sur "pièces habitables" et pièces habitées. Différenciation des pièces
ALGERIE (A)	++	++	++	+	La pièce est définie par son occupation. Les normes physiques n'interviennent pas.
ALGERIE (B)	++			-	Aucune précision dans le concept pièce. C'est le logement qui considère dans son ensemble avec le dénombrement des pièces, mais sans préciser leur nature.
MAROC	++	++	++	+	Définition assez conforme aux recommandations internationales. Cependant les cuisines quelles que soient leurs dimensions sont exclues des nombres des pièces d'habitation.
TUNISIE	++	++	++	-	Sitôt qu'une pièce est occupée, elle est habitable quelles que soient sa nature et ses dimensions.
LYBIE (A)	++	++	-	-	Le logement est considéré dans sa totalité sans ventilation aucune des pièces
LYBIE (B)	++	++	++	++	Définition conforme au concept international. Ventilation faite suivant la nature des pièces.
SOUDAN	++	++	++	++	Définition non encore spécifiée, mais ne semble pas conforme entièrement à la définition recommandée. Pas de ventilation prévue.
SENEGAL (A)	++	++	++	+	Toutes les pièces ont été comptées comme habitables sauf les cuisines et W.C. Un lit dans une pièce constitue un critère "d'habitabilité". Cependant une ventilation permet de distinguer pièces principales et pièces annexes (voir commentaire).
SENEGAL (B)	++	++	++	+	La ventilation des pièces est faite suivant l'usage, les dimensions et l'équipement.
SENEGAL (C)	++	++	++	?	Pas de définition précise
MALI	++	++	++	+	Classification faite selon l'usage. Et la pièce habitable se définit comme étant la chambre à coucher, la cuisine, la case à palabres. Cependant les dépendances telles : réserves, vestibules etc. sont considérées comme habitables sitôt qu'elles remplissent une des fonctions précédemment citées.
GHANA	++	++	++	+	Une certaine classification des pièces a été opérée.
NIGERIA	++	++	++	++	Classification et définition conformes aux recommandations internationales.
TOGO	++	++	++	++	Conformité
NIGER	++	++	++	+	Une différenciation des pièces a été établie. Elle est due essentiellement à la nature et au style de construction qui limite généralement le logement à deux pièces en banco l'une servant de chambre à coucher, l'autre de pièce de séjour.



Facilités et confort  
(Collecte de données)

Pays	Système d'Alimentation en eau		Critère d'accessibilité à la source d'approvisionnement	Remarques sur les critères retenus	
	Eau courante ou instal. d'eau courante				Autres Sources
	Particulier	Collectif			
ALGERIE (A)	++	++	-	++	Eau dans le logement. Dans la cour. Hors de la cour
ALGERIE (B)	++	++	++	-	Appréciation d'Ensemble à partir du réseau communal de distribution d'eau. Pas de dénombrement systématique des usagers.
MAROC	+	+	-	-	
TUNISIE	+	+	N	-	Du fait que nous sommes en zone urbaine, les sources d'eau non courante n'ont pas été retenues.
LYBIE (A)	-	-	-	-	
LYBIE (B)	++	++	++	-	
SOUDAN	++	++	++	+	
SENEGAL (A)	++	++	++	++	Dans concession. Dans logement.
SENEGAL (B)	++	++	-	++	Dans concession. Dans logement.
SENEGAL (C)	++	++	-	++	Dans concession. Dans logement.
MALI	-	-	++	++	Il s'agit ici d'eau de puits et de rivières, les amenées d'eau de ville n'existant pas. Néanmoins la distance a été retenue comme critère d'acces- sibilité.
GHANA	+	+	+	-	L'alimentation en eau a fait l'objet de collecte statistique mais les concepts de source particulière et collective n'ont pas été retenus. De même pas de critère d'accessibilité.
NIGERIA	++	++	N	++	Dans le logement Dans l'enceinte de l'immeuble Hors de l'enceinte de l'immeuble
TOGO	++	++	++	++	Dans logement. Hors logement. Dans concession.
NIGER	++	++	N	-	Le but est voir la dépense budgétaire en eau et non l'accessibilité à l'approvisionnement.
Hte VOLTA	++	++	++	++	
COTE D'IVOIRE (A)	++	++	-	++	Dans construction. Dans concession
COTE D'IVOIRE (B)	++	++	++	++	Distance d'approvisionnement.
MADAGASCAR	++	++	-	++	A l'intérieur du logement Extérieur au logement
ILES MAURICES	++	++	-	++	Dist. de 10 à 1.000 mètres.
ETHIOPIE	++	++	++	-	
GABON	++	++	++	++	
TCHAD	+	+	++	-	Cependant une bonne ventilation a été faite selon la nature de la source d'approvisionnement.
CONGO (BRAZZ)	++	++	++	++	Ici lorsque le système d'eau courante est particulier on l'appelle "robinet". Lorsqu'il est public on l'appelle "fontaine". Les fontaines publiques constituent 85% du mode d'approvisionnement
Hte VOLTA	++	++	++	-	
ALGERIE	++	++	N	-	
CAMEROUN	+	+	N	-	



TABLEAU 7

Facilités et confort (suite)  
(Collecte de données)

Pays	Installations sanitaires		Cuisine	Emplacement pour ordures ménagères	Electricité	Remarques
	Lieu d'Aisance	Salle d'eau				
ALGERIE (A)	++	++	++	-	++	Des données ont été recueillies concernant l'équipement ménager : gaz, chauffage, etc.
ALGERIE (B)	+ (Voir remarque)	+ (Voir remarque)	-	-	++	Dénombrement non effectué de maison à maison, mais étude globale du tout-à-l'égout et des fosses sceptiques
MAROC	++	++	++	-	++	
TUNISIE	+ (Voir remarque)	+ (Voir remarque)	+	-	++	Données collectives mais non tabulées
LYBIE (A)	-	-	-	-	-	
LYBIE (B)	++	++	++	+ (Voir remarque)	++	L'emplacement pour ordures ménagères peut être inclu dans la collecte des facilités diverses
SOUDAN	++	++	++?	-	++	La collecte des données intéressant le mobilier a été effectué
SENEGAL (A)	++	++	++	-	++	L'équipement mobilier a été étudié
SENEGAL (B)	++	-	++	-	++	" " " "
SENEGAL (C)	-	-	-	-	++	
MALI	++	-	++	++	-	Pas d'électrification
GHANA	++	++	++	-	++	Les autres modes d'éclairage et les combustibles utilisés ont été étudiés
NIGERIA	++	++	++	++	++	
TOGO	++	-	-	-	++	Une ventilation a été faite entre installation sanitaire moderne et installations rudimentaires
NIGER	-	-	-	-	++	L'étude porte plutôt sur les structures budgétaires
Hte VOLTA	-	+	-	-	++	
COTE D'IVOIRE (A)	+	+	+	+	++	
COTE D'IVOIRE (B)	++	++	++	++	++	
MADAGASCAR	++	++	++	?	++	Beaucoup de données concernant l'équipement ménager et mobilier ainsi que l'expression des désirs
ILES MAURICES	++	++	++	-	++	
ETHIOPIE	++	-	-	-	++	
GABON	++	++	++	-	?	
TCHAD	-	-	++	-	-	
CONGO (BRAZZ)	-	+	+	-	++	
Hte VOLTA						Beaucoup de données sur l'équipement des logements.
ALGERIE	++	++	++	-	++	Les cuisines doivent être notées quelles que soient les dimensions
CAMEROUN	++	-	++	-	++	Des données concernant des organes sociaux ont été relevés : dispensaire, cinéma, etc...



## Données sur les groupes d'occupations

Pays	Groupement humain de base de l'occupation* Méthode de Dénombrement					Notes sur Définitions de groupement d'occupation	Remarques
	Ménage	Famille	Foyer ou autre	De jure	De fait		
ALGERIE (A)	-	++	-	-	++	Sens courant de la famille africaine (il semble)	Les Dénombrements des unités familiales et des unités de logement ont été effectués séparément, mais il s'en est suivi une verri-fication concomitante.
ALGERIE (B)	-	++	-	?	?	" " " "	
MAROC	++	-	Voir remarque (a)	++	++ <sup>b/</sup>	Ménage = groupe de personnes parentes ou non vivant habituellement dans le même logement et dont les ressources sont communes. Les membres d'un ménage prennent généralement ensemble partie ou totalité de leur repas	(a) En ce qui concerne la zone rurale l'élé-ment humain de base serait plutôt le foyer ou la famille étendue. (b) Dénombrement effectué selon : "Personnes présentes. Temporairement absentes. Absence de longue durée. Personnes de passage.
TUNISIE	++	-	-	-	++	Ménage de son sens courant	
LYBIE (A)	++	-	-	++	++	Ménage : une ou plusieurs personnes demeurant ensemble et partageant leur repas, et toutes les personnes qui y sont attachées.	
LYBIE (B)	++	-	-	-	++	Ménage dans ses large du terme.	
SOUDAN	++	-	+	++	++ Voir remarque	Le ménage est le groupement de base, mais l'unité budgétaire est aussi un concept uti-lisé pour compléter celui de ménage. Ainsi l'étude portant sur les niveaux de vie ou à 4 unités fondamentales : 2 physiques, lotis-ement et logement; et deux socio-économiques: ménage et budget.	
SENEGAL (A)	++	-	-	++	++	Le ménage se définit à partir du groupe de personnes partageant les mêmes repas. Le ménage à la définition de la famille restreinte. La famille ici est considérée comme un ménage étendu.	
SENEGAL (B)	++	-	-	++	++	Ici le ménage se rapproche de la famille res-treinte mais la notion de circuit monétaire fermé reste un facteur important. Et le type de ménage retenu est celui d'au moins deux personnes non célibataires : Ex. ménage d'une mère et d'un enfant.	
SENEGAL (C)	++	-	-	++	++	Le "foyer" peut englober un ou plusieurs mé-nages. Il peut aussi n'en comporter aucun. Dans ce dernier cas il s'agit soit d'une per-sonne isolée, soit d'un groupement de cama-rades. Il y a "ménage" lorsque au moins deux personnes vivent ensemble par le mariage, soit dans le cas de l'absence d'un des époux par un lien d'ascendance ou de descendance.	
MALI	+	++	-	?	?	Il s'agit de la famille étendue. Les ménages ont été aussi retenus dans la répartition des logements.	
GHANA	++	-	-	++	++	"A household consist of a person or a group of persons all living and eating from the same cooking pot. The phrase "eating together from the same cooking pot" should not be interpret-ed too literally".	



Pays	Groupement humain de base de l'occupation			Méthode de Dénombrement		Notes sur Définitions de groupements d'occupation	Remarques
	Ménage	Famille	Foyer ou autre	De jure	De fait		
NIGERIA	++	-	-	-	+	Le ménage dans le sens courant du terme (il semble)	Quelques refus de répondre ont été enregistrés portant sur le nombre de personnes occupant les pièces. Aussi on n'a pas eu de précision sur l'occupation de 17 pièces.
Togo	++ ↔ ++	-	-	-	++	Le groupement humain de base est aussi bien la famille que le ménage	
NIGER	++	-	-	-	++	Ménage sens courant	Dans le dénombrement on n'a pas tenu compte de gens de passage et des visiteurs que lorsque leur présence avait une incidence budgétaire.
Hte VOLTA	-	++	-	+	+	Sens courant famille africaine	
COTE D'IVOIRE (A)	++ ↔ ++	++	-	?	?		
COTE D'IVOIRE (B)	-	+	↔ +	++	++	Unité budgétaire de ligne et unité budgétaire d'exploitation. Définies plus haut.	
MADAGASCAR	-	+	↔ +			Le terme famille a été parfois utilisé à la place de foyer. Il semble que ce dernier désigne aussi bien la population qui occupe le logement quelle que soit sa structuration sociale (famille, ménage, etc.) que le logement physique en soi-même.	
ILES MAURICES	++	-	-	-	++	Le ménage = personne vivant seule ou groupe de personnes vivant ensemble et partageant les dépenses et occupant le même logement.	
ETHIOPIE	++	-	++	++	++	Le ménage suivant plus ou moins la définition précédente.	
GABON	++	-	-	-	++	Le ménage est déterminé aussi par l'appartenance à un même budget consommation. C'est-à-dire personnes mangeant ensemble et organisant leurs dépenses ensemble.	
TCHAD	++	-	-	++	++	Ménage dans sens large du terme. On a aussi apporté un soin particulier à l'étude des ménages formés par des célibataires, dont le nombre reste élevé.	
CONGO (BRAZZ)	++	-	-	++	++	Le ménage est composé des gens vivant effectivement dans un même foyer. Ce sont essentiellement père, mère et enfants et éventuellement autres parents vivant au foyer	Nous avons 3 fiches : fiche de ménage, fiche pour chaque femme et fiche pour chaque homme.
Hte VOLTA	++	-	-	++	++	Le ménage, lié à une notion de budget de consommation.	
ALGERIE	++	-	-	++	-	Ménage dans sens long du terme	Le dénombrement qui est de jure s'appuie sur le titre de droit d'occupation.
CAMEROUN		++	-	?	?	La famille est plus au moins confondue ici avec le ménage étendu.	

N.B. Symboles : ++ = Concept de groupement humain utilisé  
+ = Concept de groupement humain partiellement utilisé  
- = Concept de groupement humain non utilisé  
↔ = Utilisation des deux concepts indiqués par les flèches.



## Données socio-économiques sur les personnes

Pays	Densité d'occupation nombre de personnes (famille ménage etc...) dans logement	Sexe	Age	Etat matrimonial (au moins du chef de ménage)	Occupation professionnelle en catégorie socio-économique (au moins du chef)	Remarques
ALGERIE (A)	++	++	++	++	++	L'étude porte essentiellement sur les aspects physiques de l'habitat à travers les documents des services techniques tels : Travaux Publics, Hydrauliques, Electricité etc... de sorte que les quelques données relatives aux populations sont exprimées de façon qualitative, au mieux en pourcentage global.
ALGERIE (B)	-	-	-	-	-	
MAROC	++	++	++	++	++	Ces données ont été collectées lors du recensement Général de la population du territoire.
TUNISIE	++	++	++	++	++	
LYBIE (A)	+	+	++	++	++	Pour le peuplement de l'habitation le dénombrement n'est pas toujours ad hoc. En effet il y en a quelques comptes-doubles, les ménages étant confondus presque systématiquement avec le nombre de logements alors que quelques logements sont occupés par plusieurs ménages.
LYBIE (B)	++	++	++	++	++	D'autres données socio-économiques supplémentaires figurent au questionnaire (nationalité, éducation, etc...)
SOUDAN	++	++	++	++	++	
SENEGAL (A)	++	++	++	++	++	Pour beaucoup d'informations concernant : appartenance ethnique, degré d'urbanisation, etc.
SENEGAL (B)	++	++	++	++	++	
SENEGAL (C)	+	++	++	++	++	Plus d'autres détails sur le niveau d'éducation, la catégorie salariale et diplôme
MALI	++	++	++	++	++	
GHANA	++	++	++	++	++	Les données concernant l'état matrimonial ont été collectées mais n'ont pas été publiées.
NIGERIA	++	++	++	-	++	
TOGO	++	++	++	++	++	Aucune difficulté de relevé n'a eu lieu.
NIGER	++	?	?	?	++	
Hte VOLTA	++	++	++	++	++	En plus nous avons des données relatives à la nationalité, l'appartenance ethnique, connaissance du français, état de santé et diplômes
COTE D'IVOIRE (A)	++	++	++	++	++	
COTE D'IVOIRE (B)	++	++	++	++	++	Etude des structures socio-professionnelles
MADAGASCAR	++	++	++	++	++	
ILES MAURICES	++	++	++	++	++	Simple classification par groupe d'âge : adultes et enfants.
ETHIOPIE	++	++	++	+	-	
(Voir remarque)						Etude détaillée des revenus et des activités professionnelles et des groupements ethniques. Etude de la population par grands groupes d'âges et sexes.
GABON	++	++	++	++	++	
TCHAD	++	++	++	++	++	Etude des structures socio-professionnelles
CONGO (BRAZZ)	++	++	++	++	++	
Hte VOLTA	++	++	++	++	++	Simple classification par groupe d'âge : adultes et enfants.
ALGERIE	++	+	+	-	+	
CAMEROUN	+	+	+	-	++	Etude des structures socio-professionnelles



TABLEAU 12  
TABULATION

Degré de Conformité des tableaux d'exploitation des différents pays aux 7 tableaux établis suivant les principes et classification relatifs au programme type recommandé dans un recensement de l'habitation

Tableaux d'exploitation du programme type	ALGERIE		MAROC <sup>2/</sup>	TUNISIE	LYBIE		SOUDAN	SENEGAL			MALI	GHANA	NIGERIA	TOGO <sup>6/</sup>	NIGER <sup>7/</sup>	Hte VOLTA	COTE D'IVOIRE		MADAGASCAR <sup>5/</sup>	ILES MAURICES	ETHIOPIE	GABON	TCHAD	CONGO (BRAZZ) <sup>8/</sup>	Hte VOLTA <sup>9/</sup>	ALGERIE	CAMEROUN <sup>10/</sup>
	A	B <sup>1/</sup>			A	B		A	B <sup>3/</sup>	C							A	B									
Unités d'habitation, ménages privés et occupants, selon la catégorie d'unité d'habitation et division géographique	++	-	++	++	++	++	Projet de tabulation non encore établi	++	+	++	++		++	+	-				++	++	++		+	+	++		+
Unités d'habitation occupées et occupants, selon les caractéristiques démographiques et économiques des occupants, la catégorie d'unité d'habitation et la division géographique	-	-	++	+	-	++		++	-	++	+		++	+	+				++	!	+		++	+	++		+
Unités d'habitation et occupants, selon la catégorie d'unité d'habitation, le système d'alimentation en eau et la division géographique	+	-	-	++	-	++		++	++	++	++		++	+	+				++	++	++		++	+	++		+
Logements et unités d'habitation rudimentaires selon le nombre d'occupants, le nombre de pièces et la division géographique	+	-	++	+	++	++		++	++	-	++		++	+	++				++	++	+		++	++	++		+
Unités d'habitation privées occupées et occupants, selon le type de cabinets d'aisance, la catégorie d'unité d'habitation et la division géographique	+	-	-	-	-	++		++	+	-	-		++	+	-				++	++	++		-	+	-		+
Logement et unités d'habitation rudimentaires vacants, selon la raison de la non-occupation et la division géographique	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-		++	-	-				++	++	-		-	+	-		-
Unités d'habitation privées occupées, selon les modalités de jouissance, la catégorie d'unité d'habitation et la division géographique	++	-	-	-	-	++		++	++	-	+ <sup>4/</sup>		++	-	++				++	++	++		++	++	++		++
																	Entièrement conçu pour études des structures de budgets	Non disponible				Tabulation non encore exécutée				Projet définitif non encore établi	

- Notés :
- 1/ Quelques estimations globales provenant de services techniques, mais pas de ventilation mécanographique.
  - 2/ Projet de tabulation public en mai 1963. Exécution devant être effectuée avant fin 1964.
  - 3/ En projet seulement. Exploitation non encore commencée.
  - 4/ Dans le questionnaire, mais pas dans la publication des résultats d'exploitation.
  - 5/ La tabulation n'est pas rigoureusement faite selon les exigences des tableaux recommandés mais selon d'autres propos spécifiques. Cependant du résultat de l'exploitation on peut obtenir toutes les données recommandées.
  - 6/ D'après le questionnaire seulement.
  - 7/ Ventilation mécanographique essentiellement faite suivant étude de budgets.
  - 8/ Avec les renseignements recueillis on pourrait améliorer la tabulation.
  - 9/ Beaucoup des données ont été recueillies mais la présentation des tableaux est parfois défectueuse.
  - 10/ Les résultats se présentent davantage sous forme d'analyse d'ensemble plutôt que de tableaux. Cependant on aurait pu tirer de l'enquête presque tous les tableaux.